

# L'illettrisme en Afrique : une des raisons de supprimer la dette

## Partage international n° [163](#) - Mars 2002

« Les dettes seront annulées. Il n'existe pas d'autre possibilité. » [Partage international, mai 1989]

Quarante millions d'enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école en Afrique. Pourtant dans les années 1990, 155 gouvernements s'étaient engagés à ce que tous les enfants du monde reçoivent une éducation élémentaire avant la fin de la décennie.

Au milieu des années 1990, lors du sommet des Nations unies de Copenhague auquel assistaient 185 pays, la date limite initiale fut repoussée à 2015. Ce fut également la date fixée pour un autre objectif particulièrement significatif : celui de diminuer la pauvreté de moitié. Cet objectif revêtait une importance particulière pour le continent africain, où la moitié des 600 millions d'habitants vit au-dessous du seuil de pauvreté. On estime maintenant que, d'ici 2015, 57 millions d'enfants d'âge scolaire ne recevront aucune éducation.

Il y a moins d'enfants scolarisés en Afrique subsaharienne qu'au début des années 1990. Le déséquilibre entre la proportion de garçons et de filles allant à l'école est toujours le même, et le fossé entre les régions rurales et les régions urbaines ne cesse de se creuser. L'école est parfois inexistante et remplacée par l'ombre d'un arbre, et les manuels scolaires se bornent souvent à un seul ouvrage partagé par une classe de trente élèves. Certaines écoles ne possèdent ni crayons ni tableaux. Les enfants qui commencent à aller à l'école ne vont pas forcément au bout de leur scolarité, un tiers d'entre eux abandonne. L'éducation primaire ne comporte pas nécessairement cinq ou sept années d'études ; au Mozambique et au Burkina Fasso, les garçons ont parfois la chance de bénéficier de trois années d'études alors que les filles doivent généralement se contenter de deux.

On imagine sans difficulté les répercussions d'une telle situation : moins de 10 % des enfants font des études secondaires. Les professeurs manquent de

qualifications, sont sous-payés et souvent obligés d'augmenter leurs maigres revenus en faisant plusieurs autres métiers. Les conséquences ne sont que trop bien connues : marginalisation, pauvreté croissante et chômage ; migration des populations des zones rurales vers les bidonvilles, dans l'espoir de trouver du travail, souvent dans des conditions dangereuses.

Après tous les objectifs fixés et les promesses du début des années 1990, pourquoi la situation s'est-elle détériorée à ce point ? Parmi les causes principales, on peut citer les mesures de rigueur imposées par le Fond monétaire international (FMI), la réduction des dépenses publiques et la pression du remboursement de la dette. D'autres facteurs viennent s'y ajouter, notamment la guerre civile et le sida. La responsabilité des pays industrialisés apparaît clairement dans des statistiques qui donnent la chair de poule : dans l'ensemble de l'Afrique, on dépense deux fois plus pour le remboursement de la dette que pour l'éducation élémentaire. Suivant les « conseils » du FMI, 13 pays africains ont en fait diminué leur budget consacré à l'éducation au cours des années 1990.

Oxfam, une organisation humanitaire britannique, a établi un plan de sauvetage pour l'Afrique qu'elle a appelé : « *Convention pour l'Afrique* », un engagement financier de 3,6 milliards de dollars par an pour aider l'Afrique pendant dix ans, et un soutien financier supplémentaire aux gouvernements qui montreront une volonté sincère d'améliorer l'éducation dans leur pays. L'aide internationale et la suppression de la dette apporteront 2,6 milliards de dollars, et un milliard de dollars devrait venir des gouvernements africains eux-mêmes : montant qui proviendrait d'une redistribution des ressources et d'une modification de la répartition budgétaire. Ceci signifierait notamment la nécessité de diminuer significativement les 700 milliards de dollars dépensés chaque année en armement.

Afrique

**Sources** : Guardian Weekly, G.-B.

**Thématiques** : [Économie](#), [éducation](#)

**Rubrique** : [Faits et prévisions](#) (Au fil des années, Partage international a régulièrement publié des

articles soulignant les attentes de Maitreya, telles qu'elles ont été présentées par l'un de ses collaborateurs vivant à Londres au sein de la même communauté, à propos d'un certain nombre de changements politiques, sociaux, écologiques et spirituels devant se produire dans le monde. Périodiquement, Benjamin Creme et son Maître ont

également partagé leur point de vue sur les développements à venir. Dans cette rubrique intitulée « Faits et Prévisions » notre rédaction analyse les nouvelles, les événements et les déclarations ayant un rapport avec ces prévisions et points de vue.)